

FESTIVAL

ALIMENT TERRE



Notre avenir se joue dans nos assiettes

LE PARADOXE DE LA FAIM



80% des gens qui ont faim sont
celles et ceux qui nous nourrissent

FICHE FILM

LE PARADOXE DE LA FAIM

SOS Faim et Iles de Paix / 2020 / 10' / Français

08/10/2021



AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



FESTIVAL EN LIGNE ORGANISÉ AVEC **IMAGO** LA PLATEFORME GRATUITE DE LA TRANSITION



ILS COORDONNENT ALIMENTERRE SUR LES TERRITOIRES :



Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement, du fonds de dotation Biocoop, de la Fondation Daniel et Nina Carasso, de la Fondation Léa Nature Jardin Bio et de Triballat Noyal. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles des organismes précités.

SOMMAIRE

SYNOPSIS	4
NOTRE AVIS	4
LES RÉALISATEURS	4
INTENTION	4
SÉQUENÇAGE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
POUR ALLER PLUS LOIN	5
Burkina Faso	5
Pérou	6
Indonésie.....	7
Souveraineté alimentaire	7
POUR PRÉPARER LE DÉBAT	8
Profil d'intervenants potentiels	8
Questions pour entrer dans le débat	8
Idées d'animation avant/après la projection	9
Ecueils à éviter.....	9
Fiches thématiques	9
BIBLIOGRAPHIE	11

Coordonné par le CFSI et mis en œuvre par le réseau ALIMENTERRE, le festival ALIMENTERRE est organisé chaque année du 15 octobre au 30 novembre. Il a pour ambition l'appropriation par les citoyens des enjeux alimentaires du local au global afin qu'ils contribuent à la construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Parmi les outils proposés aux organisateurs, le CFSI a réalisé une fiche de présentation pour chacun des films de la sélection. Cette fiche est à utiliser avec un choix de **16 fiches pédagogiques** régulièrement actualisées, pour approfondir la ou les thématiques des films et préparer le débat.

Si vous souhaitez être accompagnés dans l'organisation de votre événement ALIMENTERRE, n'hésitez pas à contacter le coordinateur ALIMENTERRE présent sur votre territoire.

SYNOPSIS

Le paradoxe de la faim / SOS Faim et Iles de Paix /10' / 2020

Système économique mondial, pauvreté, souveraineté alimentaire, subventions, monocultures, faim, inégalités, relations asymétriques

Pérou, Indonésie, Burkina Faso

Les personnes qui ont le plus faim sont celles qui produisent de la nourriture, pourquoi ? C'est le paradoxe de la faim. Une des explications se trouve dans le système économique et politique mondial. Trois exemples permettent de comprendre ce phénomène : le Burkina Faso et la production laitière, le Pérou et les avocats, l'Indonésie et l'huile de palme. De plus, la concurrence inégale et les subventions encouragent certains modes de productions, souvent loin de l'agriculture vivrière...



NOTRE AVIS

Le format court métrage d'infographie permet d'aborder un sujet complexe de façon condensé et pédagogique. Le film est dense en informations et aide à comprendre un des maux de notre système alimentaire mondial. Les répercussions du système agricole sur les petits producteurs sont mises en parallèle avec des solutions pour que les citoyens consommateurs s'engagent via leurs choix de consommation. Le choix d'un format court le rend pertinent pour un public scolaire. Il peut être articulé avec un module plus complet sur le système alimentaire, afin de proposer des clefs de lecture aux publics. Le film est idéal pour ouvrir le débat liant enjeux locaux et globaux !

LES RÉALISATEURS

SOS Faim et Iles de Paix



SOS Faim est une ONG de développement, active depuis 1964 dans la lutte contre la faim et la pauvreté en Afrique et en Amérique latine. Elle soutient l'agriculture familiale du Sud à trois niveaux : technique, financier et politique.

Iles de Paix est une ONG de coopération au développement. D'une part, elle soutient en Afrique et Amérique latine le développement d'une agriculture familiale durable et de conditions de vie dignes pour les agriculteurs. D'autre part, elle sensibilise les citoyens en Belgique et interpelle des décideurs sur les enjeux mondiaux, en particulier sur le droit à l'alimentation et la nécessité de construire des systèmes alimentaires durables.



INTENTION

Interview de Terry Roiseux, réalisée le 8 juillet 2021.

Dans quel but avez-vous fait ce film ?

Notre volonté c'était de créer un contenu qui soit accessible chez les jeunes à partir de 16 ans. Notre volonté a été de proposer quelque chose d'assez court, assez dynamique, et qui parle d'exemple qui peuvent être parlants pour des jeunes.

Selon vous, quels leviers peuvent être enclenchés pour un système alimentaire plus durable et plus solidaire ?

Il y a vraiment deux grandes zones d'actions : les actions individuelles et les actions au niveau systémique. On parle souvent d'enjeux plus locaux, ce qu'on peut faire en changeant notre consommation... Mais il y a également des changements structurels qui peuvent être mis à l'agenda par des mouvements citoyens, plus organisés, plus massifs on va dire.

C'est un film qui est assez dense en information, comment avez-vous fait pour l'imaginer et réussir à expliquer pédagogiquement un sujet qui est assez complexe ?

La première démarche qu'on a eue c'était d'identifier les 3 types de politiques dont on voulait montrer les leviers et les impacts. C'est pour ça qu'on a organisé le court métrage sur 3 axes : les politiques agricoles, les politiques commerciales et les politiques énergétiques que les pays pouvaient mettre en œuvre.

Quelle méthode de recherche avez-vous adoptée ?

On a fait toute une série de veilles scientifiques, qui est mise en place dans le cadre de notre travail quotidien, sur lesquelles on s'appuie très régulièrement, comme par exemple le rapport sur l'État et la sécurité alimentaire qui est publié par la FAO chaque année. Ce sont des documents qui vont nous donner l'orientation et des chiffres sur lesquels on pourra s'appuyer. Aussi beaucoup de revues de presse spécialisées pour identifier les choix politiques, gouvernementaux, les effets d'annonces qui peuvent avoir. On s'appuie aussi sur les données de nos équipes de terrains, qui sont au contact direct de ces gouvernements et des actions qu'ils peuvent entreprendre... et des agriculteurs évidemment, qui sont dans ce système !

Est-ce que vous avez rencontré des difficultés pendant la réalisation de ce court métrage ?

C'est une difficulté qu'on a souvent : on veut tout dire et donc on est à la fois dans une tension entre l'exactitude du propos et être le plus complet possible tout en restant accessible. C'est une tension qui est difficile à gérer surtout dans un format de 10 min destiné à des adolescents.

POUR ALLER PLUS LOIN

Burkina Faso

Quelques informations¹

Superficie : 274 500 km²

Capitale : Ouagadougou

Monnaie : franc CFA, 1 EUR = 656 XOF

Langue officielle : français

Population : 20,32 millions d'habitants (Banque mondiale, 2019)

Taux de croissance démographique : 2,8 % (Banque mondiale, 2019)

Espérance de vie à la naissance : 61,2 ans (Banque mondiale, 2018)

¹ Diplomatie.gouv

Indice de développement humain : 182e sur 189 (PNUD, 2019)
Religions : islam (1re religion du pays), christianisme, animisme
Agriculture = 30% du PIB et 80% des emplois

Burkina Faso et lait

- Le lait importé (principalement du lait de vache écrémé en poudre souvent mélangé avec des matières grasses végétales telles que de l'huile de palme) représente 28% de la consommation de lait au Burkina Faso.²
- Le prix du lait local est d'environ 600 FCFA/litre pour le lait frais pasteurisé alors que le prix du lait importé est de 462 FCFA pour le lait en poudre.³ (Les chiffres donnés varient selon les rapports mais pas l'ordre de grandeur⁴)

Plusieurs initiatives ont été mises en place pour combattre les conséquences néfastes évoquées dans le documentaire :

- **FaireFaso** : un label né en 2016 d'un partenariat entre FaireBel et l'UMPL/B (Union des Mini Laiteries et des Producteurs de Lait au Burkina Faso). Objectif : promouvoir la filière du lait local au Burkina Faso. Actuellement, 4 mini laiteries ont obtenu le label pour une partie de leurs produits (pour la labellisation, il faut que plusieurs critères soient respectés).⁵
- **Mon lait est local** : une campagne régionale (ouest-africaine) de défense et de promotion du lait local mise en place par une large coalition composée de plus de 55 organisations, elle est soutenue par des ambassadeurs internationaux et est active dans 6 pays : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.⁶ Un élargissement est prévu dans d'autres pays
- **N'exportons pas nos problèmes** : une campagne menée par une quinzaine d'ONG, d'organisations paysannes et de syndicats en France et en Belgique, pour dénoncer la surproduction de lait en Europe et ses conséquences néfastes pour les éleveurs européens et ouest-africains ainsi que pour promouvoir des politiques européennes cohérentes avec le développement de la filière lait local en Afrique de l'Ouest.⁷

Pérou

Quelques informations

Superficie : 1 285 220 km²

Capitale : Lima

Langue officielle : espagnol (le quechua, l'aymara et les langues amazoniennes sont également pratiquées)

Monnaie : nouveau sol péruvien (PEN) ; 1 PEN = 0,24 EUR (novembre 2020)

Population : 32 millions (Banque mondiale, 2019)

Taux de croissance démographique : 1,7 % (Banque mondiale)

Espérance de vie : 76 ans (Banque mondiale)

Religions : catholiques (estimé à 85 %), évangéliques (estimé à 15 %)

Indice de développement humain : 0,75 (82e rang, classement ONU)

² Rapport du GRET : <https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/1088-rapport-synthese-etude-lait-afouest-gret-cfsi2.pdf>

³ Rapport FAO, Revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influencent au Burkina Faso, 2016, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

⁴ « Dans les centres urbains, le lait local pasteurisé se vend à 700-1.200 FCFA (1,06 à 1,83 €) par litre, ce que beaucoup de gens ne peuvent se permettre. En comparaison, un litre de lait produit à base de lait en poudre coûte entre 350-800 FCFA (0,53 à 1,20 €). », Rapport Le secteur laitier au Burkina faso, GIZ, 2018 : https://www.giz.de/de/downloads/GIZ_SVAAA_Policy-Brief_Burkina-Faso-Milk_FR.pdf

⁵ « Les enjeux du lait au Burkina Faso », 10 avril 2021, Défis Sud, SOS Faim : <https://www.sosfaim.be/les-enjeux-du-lait-au-burkina-faso/>

⁶ <https://actions.oxfam.org/international/mon-lait-est-local/petition/>

⁷ <https://www.nexportonspasnosproblemes.org/>

Pérou et avocats⁸

- Production d'avocats par le Pérou : 83 671 tonnes en 2000 contre 535 911 tonnes en 2019, soit une multiplication par 6,4 de sa production en moins de 20 ans et l'équivalent de 7,4% de la production mondiale en 2019, ce qui en fait le 3^{ème} producteur mondial.
- 312 258 tonnes d'avocats ont été exportées par le Pérou en 2019, cela représente 58% de sa production annuelle.
- 165 172 tonnes d'avocats ont été importées en France en 2019, soit 15% des importations d'avocats de l'UE.

Indonésie**Quelques informations**

Superficie : 1,9 million km²

Capitale : Jakarta (35 millions d'habitants, 2019)

Langue officielle : Bahasa indonésien

Monnaie : Roupie indonésienne (IDR)

Population : 270 millions (Banque Mondiale, 2019)

Taux de croissance démographique : 1,1% (Banque Mondiale, 2019)

Espérance de vie : 71,5 ans (Banque Mondiale, 2018)

Religions : islam (87,5%), protestantisme (7%), catholicisme (2,8%), hindouisme (1,7%)

Indice de développement humain : 0,718 - 107e (PNUD, 2019)

Indonésie et huile de palme

- Production d'huile de palme par l'Indonésie : 2 412 612 tonnes en 1990 contre 40 567 230 tonnes en 2018, soit une multiplication par 16,8 de sa production en moins de 30 ans et l'équivalent de 56% de la production mondiale en 2018.
- 27 893 676 tonnes d'huile de palme ont été exportées par l'Indonésie en 2018 soit 69% de sa production annuelle en 2018.

Souveraineté alimentaire

« La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers. »⁹ La souveraineté alimentaire est donc beaucoup plus large que la sécurité alimentaire qui consiste à prévoir des situations d'urgence et à se prémunir par des mesures appropriées. Néanmoins l'Objectif de Développement Durable consacré à la faim (ODD n°2) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'appuie seulement sur le concept de sécurité alimentaire : « Objectif 2 – Faim « zéro » : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. »

Ce concept de souveraineté alimentaire a été développé et porté par la Via Campesina à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 comme alternative aux politiques néolibérales qui donnent une priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Ce thème est depuis un thème majeur du débat agricole international. Ce concept propose un commerce international juste puisque la souveraineté alimentaire ne s'oppose pas aux échanges mais à la priorité donnée aux exportations. La Via Campesina réclame un nouveau cadre qui :

- donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation.
- autorise les États/Unions à se protéger des importations à trop bas prix.

⁸ Données de la FAO

⁹ Résolution de la Via Campesina : <https://viacampesina.org/fr/la-souveraineteliementaire/>

- autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix.
- garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise de la production.

POUR PRÉPARER LE DÉBAT

Profil d'intervenants potentiels

Inviter des intervenants qui connaissent les enjeux Nord et Sud.

- Agronomes ou spécialistes, agriculteurs, transformateurs, distributeurs, ONGs des pays (Burkina Faso, Pérou, Indonésie) et filières étudiées (lait, avocat, huile de palme)
- Associations de solidarité internationale partenaires du festival ALIMENT**TERRE**, ou d'autres ayant une expertise sur la question de la faim et des paysans, ex : Artisans du monde ou Acteurs du Commerce Équitable
- Spécialiste de la FAO
- Spécialistes et acteurs du commerce international, des accords de libre-échange entre l'UE et les pays en question, et du commerce équitable
- Un représentant de « Pour Une Autre PAC »
- ONG SOS Faim, Îles de paix et Autre Terre

Questions pour entrer dans le débat et liens Nord / Sud

- Quelles sont les conséquences de ces systèmes agricoles, commerciaux et énergétiques mondiaux sur la souveraineté alimentaire des pays du Sud, l'autonomie des populations, la résilience face à des chocs politiques, économiques ou climatiques, ou plus généralement la situation des paysans ?
- Prendre un exemple plus précis à détailler : Qui connaît la Politique Agricole Commune (PAC) ? Quel est l'impact de la PAC sur la souveraineté alimentaire de ces pays ? Comment cette politique agricole favorise nos exportations agricoles et entrave le développement agricole dans les pays du Sud ?
- Quelles actions systémiques sont envisageables ? Quel changement de politique, parmi les trois évoquées dans le documentaire (agricole, commerciale, énergétique), serait le plus pertinent selon vous ?
- Est-ce que les consommateurs européens et burkinabés, péruviens et indonésiens, peuvent remédier à cette situation ? Comment ? Est-ce suffisant ? Faut-il continuer à consommer de l'avocat ou de l'huile de palme ? Quelles seraient les conséquences d'une chute de leur consommation ?
- En quoi le commerce équitable Sud-Nord, permet-il d'affirmer et de choisir un système alimentaire plus juste, valorisant les producteurs sans suivre les règles du commerce international ?
- Est-ce que la relocalisation de l'alimentation est une solution viable pour lutter contre la pauvreté et donc la faim des paysans notamment ? À quelles conditions ? Dans ce cas, comment valoriser la production locale auprès des populations locales face aux importations ?

Idées d'animation avant/après la projection

Retrouvez tous les outils pédagogiques sur alimenterre.org.

- [Q-sort](#) avant ou après la projection / [Treize idées reçues \(et fausses\) sur la faim, battues en brèche](#)
- Conception d'un brainstorming avant le début du film (30min) « Quelles règles internationales pour un commerce plus juste et un monde sans faim ? ».
 - Animer à travers des questions type « Que feriez-vous pour changer la PAC ? » ; « Si vous étiez un État, que feriez-vous pour promouvoir vos produits ? », réfléchir aux questions rythmant le brainstorming et passer 5 minutes par question. 1) Ecrire les conclusions du brainstorming. 2) Visionner le film. 3) Débriefing sur les conclusions du brainstorming après le visionnage. Objectif : trouver des moyens d'actions et en discuter.
- [Jeu du pas en avant](#)
- Un [Repas insolent](#)
- [Jeu des positionnements sur la souveraineté alimentaire](#)
- [Jeu pédagogique semi-collaboratif - Nourrir le monde en 2030](#)
- [Jeu de l'Agriculture en Afrique et en Europe](#)
- Activités proposées par les réalisateurs : un [dossier pédagogique](#) et une [classe inversée](#) (plutôt public scolaire)
- Film en conclusion d'une animation ou d'un cours au lycée, peut-être une bonne introduction pour le film *Sur le champ !*
- Arpentage/[World café](#) : travail en petits groupes, chacun a 2/3 minutes du film (peut-être par pays) puis présentation aux autres groupes
 - Carte mentale pour retranscrire l'arpentage (framasoftware ou autres outils)
- [L'arbre à problème](#)

Ecueils à éviter

- Opposer frontalement actions individuelles et actions systémiques : tout mettre sur le dos de la responsabilité individuelle et oublier le défi politique et inversement.
- Faire des comparaisons trop hâtives entre des situations locales et des situations spécifiques à chaque filière.
- Stigmatiser la consommation de tel ou tel produit importé sans mettre en lumière les mécanismes sous-jacents.
- Se perdre dans les aspects techniques

Fiches thématiques

Pour préparer le débat nous vous invitons à consulter les fiches thématiques :

■ [Fiche « Faim et malnutrition »](#)

Plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim. Il s'agit pour moitié de paysannes et de paysans. La majorité vit en Asie. En Afrique, 1 personne sur 5 est sous-alimentée et en Europe la faim réapparaît. L'augmentation des taux de surpoids et d'obésité renforce ce constat. La pauvreté, les conflits, l'accaparement des terres, l'insécurité, les discriminations de genre, l'accès inégal aux moyens de production et les dérèglements du climat, engendrent la faim et la malnutrition. Pourtant la production agricole peut être suffisante, y compris pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète à l'horizon 2050. Pour réduire la faim, il est nécessaire de repenser la manière dont la planète s'organise pour produire et consommer son alimentation et construire des systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires qui permettent l'accès de tous à une alimentation de qualité en quantité suffisante, génèrent des revenus décents, tout en préservant la planète.

■ [Fiche « Commerce international »](#)

Alors que les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) achoppent sur les questions agricoles, les consommateurs des pays riches peuvent se procurer à n'importe quelle saison des denrées alimentaires venues de tous les continents. Presque tous les agriculteurs de la planète sont concernés par les flux d'échanges de produits agricoles et alimentaires. Les agricultures familiales et paysannes dans les pays du Sud sont victimes de la dérégulation des marchés agricoles. Dans ce contexte, les défis sont multiples, qu'il s'agisse d'une répartition plus équitable de la valeur ajoutée dans les filières agroalimentaires, de l'impératif d'évolution vers des formes d'agriculture plus durables ou de la compétition entre produits mondiaux et produits locaux. Quelles issues ?

■ [Fiche « La relocalisation de l'alimentation »](#)

De plus en plus de voix s'élèvent pour s'opposer à un modèle où les agriculteurs ne peuvent pas vivre dignement de leur travail, et où la qualité de l'alimentation et de l'environnement se dégrade (résidus chimiques, flou sur la provenance, perte de qualités gustatives, pression sur les ressources). Au Nord comme au Sud, des agriculteurs, des citoyens et des responsables locaux s'engagent dans des initiatives alliant production d'aliments de qualité et reconquête des marchés par une agriculture familiale durable, ou les échanges mondiaux sont utiles mais non prioritaires. Au Sud, l'enjeu est de changer le regard sur les produits locaux.

■ [Fiche « Politique agricole commune »](#)

La Politique agricole commune (PAC) est un sujet technique, principalement maîtrisé par des spécialistes tels que les fonctionnaires de la Commission européenne et les organisations agricoles. Face à l'importance du budget public qui y est consacré et aux effets de la PAC sur les pays du Sud, mais aussi sur l'alimentation, l'environnement, la santé, le développement rural, le bien-être animal ou encore les paysages, la PAC est devenue un sujet dont les organisations de la société civile et les citoyens s'emparent de plus en plus.

■ [Fiche « Élevage, viande, lait »](#)

Alors que les négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) achoppent sur les questions agricoles, les consommateurs des pays riches peuvent se procurer à n'importe quelle saison des denrées alimentaires venues de tous les continents. Presque tous les agriculteurs de la planète sont concernés par les flux d'échanges de produits agricoles et alimentaires. Les agricultures familiales et paysannes dans les pays du Sud sont victimes de la dérégulation des marchés agricoles. Dans ce contexte, les défis sont multiples, qu'il s'agisse d'une répartition plus équitable de la valeur ajoutée dans les filières agroalimentaires, de l'impératif d'évolution vers des formes d'agriculture plus durables ou de la compétition entre produits mondiaux et produits locaux. Quelles issues ?

BIBLIOGRAPHIE

Données FAO : <http://faostat.fao.org/>

Données pays : <https://www.diplomatie.gouv.fr/>

Sur le paradoxe de la faim :

- Le paradoxe de la faim, produire sans pouvoir se nourrir, Suporterres, Décembre 2017 :
<https://www.sosfaim.be/le-paradoxe-de-la-faim/>

Sur la souveraineté alimentaire :

- Elienay Dutra, Jean Blancheteau, Amélie Gonçalves. 2020. Souveraineté alimentaire : Définition, Dictionnaire d'Agroécologie :
<https://dicoagroecologie.fr/encyclopedie/souverainete-alimentaire/>
- Déclaration de la Via Campesina, 1996 :
<https://viacampesina.org/fr/1996-declaration-de-rome-de-la-via-campesina-qui-definit-la-souverainete-alimentaire-pour-la-premiere-fois/>

Sur la Politique Agricole Commune (PAC) :

- « Changeons les règles, changeons la PAC » :
<https://www.alimenterre.org/changeons-les-regles-changeons-la-pac>
- Rapport « PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud ? », 2019, Coordination SUD :
https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Rapport_PAC_web_24.09.19.pdf
- Le dossier « comprendre la PAC » sur le site de Pour une Autre PAC :
<https://pouruneautrepac.eu/comprendre-la-pac/>

Sur le commerce équitable :

- « Les critères et garanties de commerce équitable », Septembre 2018, Artisans du Monde :
<https://www.artisansdumonde.org/ressources/espace-multimedia/fiches-en-savoir-plus/lescriteres-et-garanties-de-commerce-equitable>

Sur le Burkina Faso et le lait :

- Fiche pays de l'Inter-réseaux :
<https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/FichePaysBurkinaOffensiveLaitFinal.pdf>
- « Les enjeux du lait au Burkina Faso », 10 avril 2021, Défis Sud, SOS Faim :
<https://www.sosfaim.be/les-enjeux-du-lait-au-burkina-faso/>
- Politique commerciale, politiques fiscales et filières lait en Afrique de l'Ouest, Cécile Broutin, Moussa Hainikoye, Laurent Levard, Marie-Christine Goudiaby, Kouka Kaboré, Moctar Traoré, 2019, GRET :
<https://www.alimenterre.org/politique-commerciale-politiques-fiscales-et-filieres-lait-en-afrique-de-l-ouest>
- Rapport Le secteur laitier au Burkina faso, GIZ, 2018 :
https://www.giz.de/de/downloads/GIZ_SVAAA_Policy-Brief_Burkina-Faso-Milk_FR.pdf

- Rapport FAO, Revue des filières bétail/viande et lait et des politiques qui les influencent au Burkina Faso, 2016, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture :
<http://www.fao.org/3/i5261f/i5261f.pdf>
- Sur « FaireFASO » :
<https://www.alimenterre.org/au-burkina-faso-lait-local-contre-poudre-de-lait-importee>
- Sur « Mon lait est local » :
<https://actions.oxfam.org/international/mon-lait-est-local/petition/>
- Sur « N'exportons pas nos problèmes » :
<https://www.nexportonspasnosproblemes.org/>



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

